

Lausanne, le 25 mai 2020

Communiqué de presse

Difficultés financières de l'Hôpital Riviera-Chablais (HRC) Une commission d'enquête parlementaire (CEP) s'impose.

Face aux difficultés financières alarmantes de l'HRC et vu le soutien considérable apporté par l'État du Valais, ainsi que l'État de Vaud pour sauver l'établissement, le Groupe PLR demandera, demain, de concert avec le Groupe UDC et le Groupe Vert'Libéral, qu'une CEP soit instituée pour faire toute la lumière sur cette affaire.

Cela n'est plus un secret pour personne, l'HRC fait face à d'importantes difficultés financières. Face à une situation aussi délicate, une analyse détaillée quant aux aspects financiers et de gouvernance s'est avérée inévitable. À ce titre, les conclusions d'audits du Contrôle cantonal des finances vaudois (CCF) en collaboration avec l'Inspection des finances valaisanne (IF), ainsi que de BDO Visura sont attendues d'ici l'été 2020.

Afin, notamment, de permettre à l'HRC de fonctionner jusqu'aux résultats de ces audits, un EMPD demandant, d'une part une prolongation de la garantie temporaire de 45 millions de francs (60 millions au total répartis avec l'État du Valais), d'autre part une garantie complémentaire de 60 millions de francs (80 millions au total répartis avec l'État du Valais) a été accepté. Le PLR Vaud salue cette décision qui, comme il l'a déjà mentionné à plusieurs reprises, garantira notamment le paiement des salaires des collaborateurs de l'HRC.

Compte tenu de l'ampleur des difficultés financières de l'HRC, de même que vu l'importance du soutien apporté tant par l'État de Vaud que par l'État du Valais, le PLR Vaud est d'avis qu'une CEP s'impose. Outre des analyses financières et de gouvernance, une analyse approfondie des coûts de construction est indispensable. De plus, l'analyse politique doit porter sur la façon dont les différents organes de surveillance du Grand Conseil ont pu être désinformés de la situation réelle. La CEP pourra enfin analyser les rapports d'audit déjà commandés par le Conseil d'État, solliciter d'autres expertises et proposer des solutions.

Dans une affaire qui semble très opaque, la transparence doit désormais être de mise. Le Groupe PLR demandera donc demain, de concert avec le Groupe UDC et le Groupe Vert'Libéral, qu'une CEP soit instituée pour faire toute la lumière sur cette histoire et ce, dans l'intérêt de toutes et tous.

Contacts :

Marc-Olivier Buffat, président du PLR Vaud, 079 252 78 20

Florence Gross, vice-présidente du PLR Vaud, 079 709 85 68

Alexandre Berthoud, vice-président du PLR Vaud, 078 756 10 08

Carole Dubois, cheffe de groupe PLR au Grand Conseil vaudois, 079 602 83 36

Floriane Wyss, secrétaire générale du PLR Vaud, 077 426 85 35